

Afdeling 7. — Wedden en weddetoelagen

Art. 32. § 1. De wedden en weddetoelagen toegekend aan de leerkrachten voor prestaties in het kader van het programma Europees Sociaal Fonds worden voorgeschoten ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De bijdrage van het Europees Sociaal Fonds in de in § 1 van dit artikel bedoelde wedden en weddetoelagen zal verdeeld worden over de artikelen bestemd voor de betaling van wedden en weddetoelagen, bij een beslissing van de Executieve die in het blad tot aanpassing van de begroting geregulariseerd zal worden.

Art. 33. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1990.

Art. 34. De Minister(s) bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan is/zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 november 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

F. 93 — 401

23 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations périodes dans l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétence en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 décembre 1992;

Vu le protocole du 15 octobre 1992 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux section II, siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de confirmer sans retard aux établissements d'enseignement de promotion sociale la dotation de périodes dont ils disposeront durant la prochaine année civile;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Pour chacun des cours visé à l'article 4, la dotation de périodes symbolisée par la lettre D est calculée, selon le cas, par une des formules suivantes :

$$D = X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left[U - \frac{N(N+1)}{2} \right] \cdot C \text{ si } Ne > Ncf$$

$$D = \left[X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left(U - \frac{N(N+1)}{2} \right) \right] \cdot C \text{ si } Ne \leq Ncf$$

Ne est le symbole qui représente le nombre d'élèves réguliers inscrits au cours considéré, comptabilisé à la date du premier dixième de la durée de la section, formation courte ou unité de formation concernée et organisée totalement ou partiellement durant l'avant-dernière année civile qui précède l'année civile concernée.

Ncf est le symbole qui représente le(s) nombre(s) d'élèves réguliers, au-dessus duquel (desquels) le coefficient C n'affecte que la deuxième partie de la formule réglant l'ajustement de la dotation de périodes.

X est le nombre de périodes organiques consacrées au cours considéré, qui ont été effectivement organisées durant l'avant-dernière année civile qui précède l'année civile concernée.

$$N = 1 + E \frac{U-1}{E(10^{\circ}C)}$$

E est le symbole qui représente la fonction partie entière.

Le symbole U représente le nombre d'unités d'ajustement relatif au cours considéré, calculé selon les dispositions de l'arrêté précité tel que modifié par le présent arrêté.

Le symbole C représente la valeur du coefficient correctif qui affecte le calcul du montant de la dotation de périodes. La valeur du coefficient correctif C est fixée, chaque année, par le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

§ 2. A partir de l'année civile 1992, pour l'ajustement de la dotation de périodes, les périodes consacrées à la part supplémentaire ainsi qu'aux cours d'encadrement de stages dont les périodes sont exprimées en périodes — professeurs — élèves — année, qui ne peuvent être valorisées suivant une des formules du présent arrêté, s'ajoutent à la dotation de périodes calculée suivant les formules précitées, pour constituer la dotation de périodes de la deuxième année civile qui suit.

§ 3. A partir de l'année civile 1993, chaque pouvoir organisateur peut consacrer, par année civile, au maximum, un pour cent de sa dotation de périodes à l'ensemble des activités suivantes : réunions du conseil des études, opérations d'admission, de suivi pédagogique et de sanction des études.

Pour l'ajustement de la dotation de périodes, les périodes visées à l'alinéa précédent et utilisées durant une année civile, qui ne peuvent, non plus, être valorisées suivant les formules du présent article, s'ajoutent à la dotation de périodes calculée suivant les formules précitées, pour constituer la dotation de périodes de la deuxième année civile qui suit.

§ 4. A partir du 1^{er} janvier 1992 pour les périodes consacrées à la part d'autonomie d'une unité de formation qui comporte un ou plusieurs cours dont les unités d'ajustement se calculent par groupe complet ou incomplet d'un même nombre d'élèves réguliers, l'ajustement de la dotation de périodes ultérieures relative à la part d'autonomie, se fait par tranche complète ou incomplète du même nombre d'élèves.

Si l'unité de formation comporte plusieurs cours dont les unités d'ajustement se calculent par groupe complet ou incomplet de nombres différents d'élèves réguliers, l'ajustement de la dotation de périodes ultérieures relative à la part d'autonomie se fait en tenant compte d'une répartition des périodes réservées à la part d'autonomie sur les différents autres cours, au prorata des périodes consacrées à chacun des autres cours de l'unité de formation.

§ 5. Pour la dotation de périodes de l'année civile 1993, la valeur de Ncf est 8, quel que soit le nombre d'années que comporte la section.

La valeur de Ncf est fixée chaque année par le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

§ 6. A partir du 1^{er} septembre 1992, les règles d'ajustements s'appliquent indépendamment pour chacune des implantations d'un même établissement.

Pour l'application de cette disposition, il y a lieu d'entendre par implantation : le siège de l'établissement ainsi que les établissements fusionnés qui sont situés à plus de 10 km du siège de l'établissement et qui existaient à la date du 31 août 1986, c'est-à-dire le jour précédant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale de régime 2, à condition, que dans ces établissements, des cours de promotion sociale aient été organisés chaque année depuis la fusion. Il en sera de même des implantations autorisées par dépêche ministérielle antérieure au 1^{er} juillet 1991, à la condition que ces implantations soient situées à plus de 10 km du siège de l'établissement et que des cours de promotion sociale y aient été organisés chaque année depuis l'autorisation d'ouverture.

Chaque établissement sera informé par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, sur proposition de l'Administration, des implantations qui peuvent entrer en ligne de compte pour l'application du présent article.

§ 7. Pour les sections, formations courtes ou unités de formations organisées dans le cadre du programme du Fonds social européen, ou dans le cadre de conventions prévues à l'article 115 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, ou encore dans le cadre de coopération avec un Centre d'éducation et de formation en alternance, l'ajustement de la dotation de périodes s'effectue au prorata des périodes effectivement prélevées dans la dotation de périodes de l'établissement.

Il en serait de même pour toute section, formation courte ou unité de formation, pour l'organisation de laquelle, l'établissement reçoit un supplément de périodes destiné à cette organisation, à l'exclusion des prêts ou des transferts de périodes prévus aux articles 88 et 89 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

§ 8. A partir du 1^{er} janvier 1992, par section de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou par unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, la somme des dotations ajustées suivant les dispositions du présent article ne peut dépasser le double des périodes réellement utilisées pour l'organisation des cours de la section ou de l'unité de formation concernée, durant l'année de référence. »

Art. 2. Dans l'article 6 de l'arrêté précité, le 1^o et le 2^o sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

- « 1^o cours généraux (y compris les cours de langues étrangères, laboratoires de langues, langues anciennes, psychologie, pédagogie, ...) : 14 élèves;
- 2^o cours spéciaux (éducation physique, jeux et sports, musique, éducation musicale, éducation plastique, dessin ornemental et modelage, sténographie, ...) : 14 élèves. »

Art. 3. L'article 7 de l'arrêté précité, est remplacé par les dispositions suivantes :

- « 1^o cours techniques à caractère autre qu'industriel : 14 élèves;
- 2^o cours techniques à caractère industriel (domaine de l'électricité, du bois, du métal et de la construction) : 10 élèves;
- 3^o par dérogation aux points 1^o et 2^o :
 - cours techniques d'informatique à caractère industriel : 14 élèves;
 - travaux de laboratoires, travaux pratiques d'informatique, remise à niveau des connaissances : 8 élèves. »

Art. 4. A l'article 8, 2^o, de l'arrêté susvisé, les mots « et les travaux pratiques de nursing » sont ajoutés après les mots « à caractère industriel ».

Art. 5. L'article 12 de l'arrêté susvisé est remplacé par la disposition suivante :

« Les cours considérés aux articles 6, 7, 8 et 9 sont ceux qui sont indiqués dans les horaires des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, ou dans les horaires des sections et formations courtes de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 dûment approuvés, conformément aux dispositions en la matière. »

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 1991, à l'exception des articles 2, 3 et 4 qui produisent leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1992.

Art. 7. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N. 93 — 401

23 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 april 1992 houdende overdracht van bevoegdheid inzake onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 17 december 1992;

Gelet op het protocol van de gemeenschappelijke vergadering van sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, d.d. 15 oktober 1992;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie onverwijld bevestiging moeten krijgen van hun lestijdendotatie voor het volgende kalenderjaar;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van bovenvermeld besluit van 27 december 1991 wordt door onderstaande bepalingen vervangen :

« § 1. Voor elke in artikel 4 bedoelde leergang wordt de lestijdendotatie, met als symbool de letter D, berekend volgens een van de volgende formules, naar gelang van het geval :

$$D = X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left[U - \frac{N(N+1)}{2} \right] \cdot C \text{ als } N_e > N_{cf}$$

$$D = \left[X \cdot \frac{N(N+1)}{2} + \frac{X}{2} \left(U - \frac{N(N+1)}{2} \right) \right] \cdot C \text{ als } N_e \leq N_{cf}$$

Het symbool N_e vertegenwoordigt het aantal in bedoelde leergang regelmatig ingeschreven leerlingen, berekend in het eerste tiende van de duur van de betrokken afdeling, korte opleiding of opleidingseenheid, die volledig of gedeeltelijk ingericht werd tijdens het voorlaatste kalenderjaar dat aan het betrokken kalenderjaar voorafgaat.

N_{cf} vertegenwoordigt het of de aantallen regelmatige leerlingen waarboven coëfficiënt C alleen invloed heeft op het 2^e gedeelte van de formule voor aanpassing van de lestijdendotatie.

X is het aantal organieke lestijden gewijd aan bedoelde leergang en werkelijk georganiseerd tijdens het voorlaatste kalenderjaar voor het beschouwde kalenderjaar.

$$N = 1 + E \frac{U - 1}{E(1 \cdot C)}$$

E vertegenwoordigt de volledige functie.

Het symbool U vertegenwoordigt het aantal aanpassingseenheden betreffende bedoelde leergang, berekend volgens de bepalingen van het bij dit besluit gewijzigd voormeld besluit.

Het symbool C vertegenwoordigt de waarde van de verbeteringscoëfficiënt die de berekening van het bedrag van de lestijdendotatie beïnvloedt.

De waarde van de verbeteringscoëfficiënt wordt jaarlijks vastgesteld door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs van sociale promotie behoort.

§ 2. Met ingang van het kalenderjaar 1992 worden, voor de aanpassing van de lesurendotatie, de lesuren besteed aan het bijkomend gedeelte, alsmede aan de begeleidingscursussen voor stages waarvan de lesuren uitgedrukt worden in lesuren-leraar — leerlingen-jaar, die niet kunnen worden gevaloriseerd volgens een van de formules van dit besluit, toegevoegd aan de lesurendotatie, die volgens bovenvermelde formules wordt berekend om de lesurendotatie van het tweede kalenderjaar dat hierop volgt, samen te stellen.

§ 3. Met ingang van het kalenderjaar 1993 kan elke inrichtende macht hoogstens één percent van haar lesurendotatie, per kalenderjaar, aan het geheel van de volgende werkzaamheden besteden : vergaderingen van de studieraad, verrichtingen voor toelating, pedagogisch follow-up en bekrachtiging van de studie.

Voor de aanpassing van de lesurendotatie worden de in het voorafgaande lid bedoelde lesuren, gebruikt gedurende een kalenderjaar, die ook niet volgens de formules van dit artikel kunnen worden gevaloriseerd, toegevoegd aan de lesurendotatie die volgens bovenvermelde formules wordt berekend, om de lesurendotatie van het tweede kalenderjaar dat hierop volgt, samen te stellen.

§ 4. Voor de lesuren besteed aan het autonoom gedeelte van een vormingseenheid die een of verschillende leergangen omvat waarvan de aanpassingseenheden per volledige of onvolledige groep van eenzelfde aantal regelmatig ingeschreven leerlingen worden berekend, gebeurt de aanpassing van de latere lesurendotatie betreffende het autonoom gedeelte per volledige of onvolledige schijf van hetzelfde aantal leerlingen, met ingang van 1 januari 1992.

Indien de vormingseenheid verschillende leergangen omvat waarvan de aanpassingseenheden per volledige of onvolledige groep van verschillende aantallen regelmatig ingeschreven leerlingen berekend worden, gebeurt de aanpassing van de latere lesurendotatie betreffende het autonoom gedeelte rekening houdend met de verdeling van de lesuren besteed aan het autonoom gedeelte, over de verschillende andere leergangen, naar rato van de lesuren die aan elk van de andere leergangen van de vormingseenheid worden besteed.

§ 5. Voor de lesurendotatie van het kalenderjaar 1993 is § de waarde van Ncf, ongeacht het aantal jaren die de afdeling telt.

De waarde van Ncf wordt elk jaar vastgesteld door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

§ 6. Met ingang van 1 september 1992 worden de aanpassingsregels onafhankelijk voor elke vestiging van eenzelfde inrichting toegepast.

Voor de toepassing van deze bepaling dient onder vestiging te worden verstaan : de zetel van de inrichting alsmede de samengevoegde inrichtingen die op meer dan 10 km van de zetel van de inrichting bestonden op 31 augustus 1986, d.i. de dag vóór de inwerkingtreding van koninklijk besluit nr. 461 d.d. 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, mits leergangen sociale promotie in die inrichtingen gegeven werden gedurende elk jaar na de samenvoeging.

Hetzelfde geldt voor de vestigingen toegelaten bij een ministeriële dienstbrief van vóór 1 juli 1991 mits ze gelegen zijn op meer dan 10 km van de zetel van de inrichting en leergangen sociale promotie er jaarlijks gegeven werden sinds bedoelde toelating.

De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister zal, op voorstel van het bestuur, aan elke inrichting meedelen welke vestigingen voor de toepassing van dit artikel in aanmerking komen.

§ 7. Voor de afdelingen, korte opleidingen, opleidingseenheden, georganiseerd in het kader van het programma van het Europees sociaal fonds of van overeenkomsten bedoeld in artikel 115 van het decreet d.d. 16 april 1991 van de Franse Gemeenschap tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie, of nog van de samenwerking met een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, wordt de lesurendotatie aangepast naar rato van de uit de lesurendotatie van de inrichting wekelijks opgenomen lesuren.

Hetzelfde zou gelden voor elke afdeling, korte opleiding of opleidingseenheid waarvoor de inrichting een bijkomend aantal lesuren krijgt, met uitsluiting van de lening of overdracht van lesuren, bedoeld in de artikelen 88 en 89 van voormeld decreet.

§ 8. Vanaf 1 januari 1992 mag, per afdeling van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 of per opleidingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, de som van de lestijden aangepast volgens de bepalingen van dit artikel, niet groter zijn dan het dubbel van het aantal lesuren, die tijdens het referentiejaar werkelijk besteed zijn aan de organisatie van de lesuren van de betrokken afdeling of opleidingseenheid. *

Art. 2. In artikel 6 van voormeld besluit worden 1° en 2° vervangen als volgt :

« 1° Algemene vakken (met inbegrip van de leergangen vreemde talen, talenpracticum, oude talen, psychologie, opvoedkunde, ...) : 14 leerlingen;

2° Bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, spel en sport, muziek, muziekopleiding, plastische opleiding, siertekenen en modeleren, stenografie, ...) : 14 leerlingen ».

Art. 3. Artikel 7 van voormeld besluit wordt door de onderstaande bepalingen vervangen :

« 1° technische vakken gericht op de niet-industriële sector : 14 leerlingen;

2° technische vakken gericht op de nijverheidssector (elektriciteit, hout, metaal en bouw) : 10 leerlingen;

3° in afwijking van de punten 1° en 2° :

— technische leergangen informatica gericht op de nijverheidssector : 14 leerlingen

— laboratoriumwerk, praktische informaticawerken, opfrissing van de kennis : 8 leerlingen. »

Art. 4. In artikel 8, 2° van voormeld besluit worden na « gericht op de nijverheidssector » de woorden « en de praktijk van de verpleegkunde » toegevoegd.

Art. 5. Artikel 12 van voormeld besluit wordt door onderstaande bepaling vervangen :

« De in de artikel 6, 7, 8 en 9 bedoelde vakken zijn die welke voorkomen in de roosters van de opleidingsafdelingen en -eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 of in de roosters van de afdelingen en korte opleidingen van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, behoorlijk goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen ter zake. »

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991, behalve de artikelen 2, 3 en 4 die uitwerking hebben vanaf 1 januari 1992.

Art. 7. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN